

si depuis lors, on a signé avec les États-Unis un accord confidentiel relatif aux exportations de notre pétrole brut vers ce pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur. Je ne saurais, avec mes seules connaissances, englober toute cette période depuis 1967. Le député doit, je crois, poser sa question au ministre intéressé.

M. Woolliams: Je crois que le premier ministre a mal compris la question. L'industrie pétrolière n'a-t-elle pas été mise au courant d'un nouvel accord confidentiel conclu avec le gouvernement des États-Unis au sujet des exportations de pétrole brut?

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant que le premier ministre réponde, je dois rappeler au député que les questions doivent être adressées à la présidence.

M. Woolliams: Puis-je poser cette question à la présidence, monsieur l'Orateur?

M. l'Orateur: C'est entendu.

M. Woolliams: Y suis-je autorisé?

Des voix: Répondez.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, le premier ministre n'avait peut-être pas entendu ma question. J'aimerais la lui reposer. Depuis 1967, l'industrie pétrolière n'a-t-elle pas été informée d'un accord confidentiel conclu avec le gouvernement des États-Unis en vertu duquel ces derniers réduiront leurs importations de pétrole brut canadien? Le premier ministre ne veut-il pas répondre?

Le très hon. M. Trudeau: La question ne s'adressait pas à M. l'Orateur.

L'hon. M. Hees: Une autre...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LE CANADIEN NATIONAL

BELLEVILLE (ONT.)—LA VÉRIFICATION INADÉQUATE DU MATÉRIEL

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): J'aurais une question pour le ministre des Transports. Étant donné le nombre croissant de wagons reconnus impropres au trafic ferroviaire au terminus du Canadien National à Belleville, sans compter la vérification inadéquate des conduites de freins, le ministre va-t-il, pour une question de sécurité reporter le congédiement des wagonniers, fixé à fin de juin, jusqu'à ce que la Commission des transports procède à une enquête?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois que le congédiement du personnel n'est absolument pas de mon ressort; cependant, j'examinerai volontiers l'affaire et je transmettrai les observations du député au Canadien National.

LES AFFAIRES INDIENNES

LA COMPARUTION DE M. JOSEPH DUFFOR AU COMITÉ DU SÉNAT

M. Robert Simpson (Churchill): Je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, qui pourrait la tenir pour préavis et me donner une réponse demain. Est-ce que Joseph Duffor a été engagé par le comité spécial sur la pauvreté de l'autre endroit? Si oui, d'après quels critères a-t-il été choisi?

M. l'Orateur: Je crois que cette question, si elle est vraiment recevable, devrait être inscrite au *Feuilleton*.

LES COMMUNICATIONS

L'APPUI DE M. O. M. SOLANDT À L'AUGMENTATION DES TAUX DE BELL CANADA

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Hier, on a dit que le député de Wellington-Grey violait le Règlement en interrogeant le président du Conseil du Trésor sur la comparaison de M. O. M. Solandt, président du Conseil des sciences du Canada, devant la Commission canadienne des transports pour appuyer la demande d'augmentation des taux de la Compagnie de téléphone Bell.

Comme l'intérêt public est grandement en cause et qu'il importe de savoir au nom de qui et de quelle autorité M. Solandt a témoigné, le président du Conseil du Trésor voudrait-il vérifier et faire savoir à la Chambre, aussitôt que possible, si M. Solandt a comparu au nom du Conseil des sciences du Canada, de sa propre initiative ou avec l'autorisation du gouvernement?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Volontiers, monsieur l'Orateur.

L'AGRICULTURE

LE DDT—LES MOTIFS DE L'INTERDICTION EN SCANDINAVIE

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Je me réjouis de le voir parmi nous bien que son nom ne figure pas au tableau de présence. Maintenant que le Danemark s'est joint à la Suède pour interdire l'utilisation du D.D.T. dans les domaines de l'agriculture, des forêts et de l'horticulture, le